

J'ai vraiment été surpris par le peu de place médiatique donnée au niveau national à deux faits concernant la communauté militaire : le gel partiel de l'avancement et l'affaire de Castres ([Cf. Ouest France pour en savoir plus](#)). Était-ce des non-événements ou surtout ne fallait-il pas en parler ? En effet, le Monde n'évoque pas l'incident pourtant grave de Castres, sans doute un fait divers de peu d'importance. Il limite ses commentaires sur le gel de l'avancement à deux lignes le 14 septembre : « Gel de 10 % des 20 000 recrutements annuels, annulation d'un tiers des mesures d'avancement, nouvelles fermetures de régiment, tout est évoqué pour trouver de l'argent ». Cela interpelle et m'interroge.

En effet, le premier fait est grave politiquement. Issue d'une fuite, l'information donnée au [Point](#) a remis en cause tous les signes positifs d'attention, ostensibles même, portés aux armées par le président de la République et le ministre de la défense. Bien loin des mauvaises manières du début de mandat précédent, la communauté militaire avait pu croire que la reconnaissance de l'exécutif envers les armées était réelle... sinon sincère et qu'effectivement les armées allaient être traitées avec équité dans la résorption du déficit budgétaire.

Cette fuite laisse supposer qu'il n'en est rien et l'amiral Guillaud a bien exprimé le sentiment général lors des universités d'été ... relatées par le Monde du 14 septembre : « Bercy a des demandes que nous estimons littéralement inacceptables » (lire aussi le compte rendu intéressant du [Mamouth](#) sur les UED qui, selon lui, étaient justement peu intéressantes avec « l'absence remarquable de Bercy », et de [Secret Défense](#)). Les armées ne sont plus une variable d'ajustement budgétaire, rejetée lors de la campagne électorale, mais une variable d'ajustement d'une autre forme, sans doute plus insidieuse : celle de l'affaiblissement de la condition militaire. Et en plus, tous les militaires ne sont pas égaux puisque les gendarmes ne sont pas concernés (voir [le Point](#) à nouveau).

J'aurai pu aussi comprendre que l'effort de solidarité ait concerné toute la fonction publique, 22% de la population active ayant en particulier la sécurité de l'emploi (mais pas une grande partie des militaires, avec par exemple 72% de contractuels dans l'armée de terre). Faisant partie de « ceux qui ont » (discours d'actualité) par rapport notamment aux salariés du privé soumis à l'incertitude et au chômage, je crois que, sur un temps limité, deux ans par exemple, un effort de l'ensemble de la fonction publique sur un gel de l'avancement aurait contribué significativement à un retour à l'équilibre du budget de l'Etat.

Enfin, si ce gel pour les militaires avait été fait pour une autre catégorie de fonctionnaires, je crois que les rues auraient accueilli un grand nombre de manifestants à l'appel de leurs syndicats. Est-ce donc un message pour que les militaires finissent par revendiquer la création d'un syndicat ? Après tout, nous allons être engagés dans des changements profonds de société. Il ne serait pas incongru de l'envisager. Allons donc jusqu'au bout du changement. Je n'en reste pas moins inquiet pour nos cadres qui ont encore quelques années de service devant eux malgré les explications, un relatif apaisement sur ce gel à travers le message du ministre que l'on peut lire sur le site [OPEX](#) mais le billet de [Jean Guisnel](#) sur la prise en compte militaire du problème ne me paraît pas bien rassurant.

Quant à Castres, tout aussi grave, les médias nationaux ont été bien silencieux sauf [Valeurs Actuelles](#) alors qu'un de nos soldats a été gravement blessé le vendredi 7 septembre et sera réformé. Il faut admettre que les militaires ont été confrontés à des voyous dont le code

d'honneur se limite à la simple expression non maîtrisée de la force et que les militaires en revanche respectueux des lois sont en rapport de force défavorable. Qu'aurions-nous entendu s'il y avait eu une « descente » de nos soldats ? Mais bon, ce sont des voyous, de quartiers sensibles de surcroît. A l'heure des événements de Marseille, sans doute qu'il fallait éviter les amalgames ou les interprétations.

Je n'ai pas non plus entendu ou lu un quelconque soutien à la protection apportée par nos soldats à la jeune femme importunée à l'origine de ces affrontements. Intéressant blackout, d'autant qu'il est rapporté que des insultes du type « sales Français », « sales militaires » ont été proférées par ces voyous. Certes deux voyous arrêtés ont été mis en examen et écroués. Une fermeté louable qui laisse peu de doute sur les responsabilités. Cependant, oser comme à Montauban ou à Toulouse agresser nos soldats me paraît un signe plutôt inquiétant sur le délitement de l'autorité de l'Etat.

Du gel de l'avancement à l'affaire de Castres, il est sans doute temps pour la communauté militaire de s'interroger avec franchise sur sa place dans la société française aujourd'hui et sur la considération qui lui est portée.

Enfin, tout n'étant pas négatif, dans cette période de commémoration du 11 septembre, je lis sur le [site B2](#) avec satisfaction et sans aucun état d'âme que l'organisateur de l'embuscade d'Uzbin qui a coûté la vie à 10 de nos soldats en 2008 a été éliminé par l'OTAN le 11 septembre. Tout est symbole. Pas un mot en France sauf erreur de ma part. Cela n'était peut-être pas « bien ». Cela fait beaucoup de silences. Encore un symbole.